

On se souvient que, dans les années 1970-80, alors que son peuple crevait littéralement de faim, Nicolae Ceaușescu avait eu la manie de raser des villages entiers ou quartiers historiques de sa capitale pour y bâtir des horreurs et (à Bucarest) édifier un palais gigantesque. Bien sûr, nous n'en sommes pas là, fort heureusement, dans la Hongrie de Viktor Orbán en 2012. Malgré tout, nous n'en sommes peut-être pas non plus si loin.

Alors que l'argent manque cruellement au point que le métro de Budapest est déclaré dangereux ⁽¹⁾; alors que dans les hôpitaux et les écoles, chacun doit apporter sa nourriture et ses produits d'entretien ; alors que, de source officielle, il est reconnu que 37% des Hongrois vivent en-dessous du seuil de pauvreté avec 64 000 forints (217 euros) par tête de pipe ⁽²⁾, voilà-t'y pas que l'ami Orbán n'a rien trouvé de mieux que de construire deux nouveaux grands stades de foot (à Budapest et Debrecen, ville de son bras droit Lajos Kósa) et d'en restaurer deux autres pour un montant astronomique (100 milliards de forints).

NDLR : On pourrait le comprendre si le pays organisait l'Euro 2012. En 2007, la Hongrie était candidate avec la Croatie pour organiser la compétition. Le duo, favori selon les Hongrois, n'avait récolté aucun vote en sa faveur.

Et encore, si le football hongrois se portait bien. Mais non, l'équipe nationale hongroise assiste inlassablement aux compétitions internationales devant la télévision depuis 26 ans !

NDLR : les dernières qualifications de la Hongrie en phase finale de l'Euro et de la Coupe du Monde datent respectivement de 1972 et 1986.

Seulement voilà : cela n'empêche pas Viktor Orbán d'être un grand fan du ballon rond et de s'adonner lui-même à quelques *dribble* le dimanche.

Orbán et l'urbanisme

Autre lubie : défoncer l'une des deux plus belles places de Budapest pour y restituer le look d'avant guerre. Je parle de la place Kossuth qui se trouve devant le Parlement. Le hic est que les travaux ont débuté sans aucun préavis, par une belle nuit de février, sans même que la population - ou du moins les professionnels - n'ait été consultée ⁽³⁾ et sans même qu'un appel d'offre eût été lancé. Pour un coût total estimé à 30 milliards de forints. Des travaux qui, une fois de plus, risquent bien d'être confiés, comme l'immense majorité des chantiers en cours, à l'entreprise Közgép (lançons le pari) qui appartient à Lajos Simicska, un proche de Viktor Orbán. Pourquoi pas d'appel d'offre ? Car la zone est jugée top-secret-défense pour ses sous-sols. C'est seulement la semaine dernière (près de quatre mois après le début des travaux) que le projet a été dévoilé au public (avec édification d'une statue de 17 mètres à l'effigie d'István Tisza, Premier ministre dans les années 1900, et plus aucune trace des monuments de la Révolution de 1956 ⁽⁴⁾). Je sais qu'en France, nos présidents ont également pris par le passé une habitude semblable (cf. les colonnes Buren et le Centre Pompidou), mais parfois avec goût (pyramide du Louvre) et dans un contexte économique bien différent.

Et pendant ce temps, on vous invente presque chaque mois un impôt nouveau (28 depuis les élections de 2010). Parfois rocambolesque, comme celui sur les chiens – les races pur sang hongroises étant exemptées – qui a finalement dû être quasiment abandonné, sa mise en place posant trop de problèmes pratiques. Les derniers en date : un impôt sur les communications téléphoniques (fixes, portables, déjà affublées d'une TVA de 27%) et la si séduisante „taxe sur les transactions” dont le brillant auteur (György Matolcsy, ministre de l'Economie nationale) a été jusqu'à dire qu'elle constitue la nouvelle « *force de frappe nucléaire du pays au XXIe siècle* » (?!). Le problème est qu'il ne plaisantait pas.⁽⁵⁾ „Séduisante”, car l'appellation sonne bien, rappelant les idées de Tobin, reprises en France par Sarkozy, pour moraliser le monde de la spéculation en taxant le boursicotage intensif et les grandes transactions. Ici, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de taxer purement et simplement tout mouvement d'argent, depuis le retrait de vos sous à la billetterie du coin, jusqu'au virement de votre cotisation à votre association, voire au paiement de vos factures à la poste (gaz, électricité). Bref, un petit coup de massue de plus sur la tête du modeste contribuable. Et à côté de cela, refus obstiné de revenir sur le taux d'imposition unique de 16% sur les revenus, cadeau aux plus fortunés qui coûte chaque année 500 milliards de forints à l'Etat. Pas étonnant, donc, que l'indice de popularité du Fidesz, le parti de Viktor Orbán, soit en chute libre: 16-17% des intentions de vote fin mai contre 25% en avril. Le problème (éternel) est qu'il n'y a rien en face de lui, seul le parti socialiste se traînant péniblement à ses côtés avec 15%, 51-54% des personnes interrogées se déclarant sûres de ne pas voter.

Un nationalisme contre-productif outre frontières



Viktor Orban et Victor Ponta, Premier ministre roumain depuis le 7 mai 2012 (Bucarest, 01/06/2012)

Mais on pourrait au moins invoquer le succès de sa politique nationaliste. En Hongrie, probablement, mais dans les pays voisins, *paradoxalement* pas tant que ça. Cela peut paraître surprenant, et pourtant, les faits parlent. Deux exemples. En Roumanie se sont tenues dimanche 10 juin les élections locales et municipales. Etaient en lice, pour la Transylvanie, trois parti hongrois : un pour la modération (*UDMR - RMDSZ* - l'Union démocrate des Magyars de Roumanie) et deux autres pour une position ferme, nationaliste. L'un de ces deux derniers, le *Parti Civique Magyar*, avait fait l'objet d'une prise de position ouverte en sa faveur par les officiels hongrois. Résultat : il a péniblement atteint 0,47% des voix (et 0,40% pour l'autre parti nationaliste) contre 5,47% au parti « conciliant ». Idem l'année dernière en Slovaquie où seul le parti modéré (*Most/Híd*) a obtenu, avec 8%, des sièges au Parlement de Bratislava, devançant très largement le parti nationaliste ouvertement soutenu par Budapest, qui s'est retrouvé sans siège. Même si ces résultats (du moins pour les élections en Roumanie) reposent sur une faible participation, ils dénotent un rejet de l'intervention de Budapest dans les affaires « intérieures” des Hongrois « hors les murs ». Certes, cela ne signifie pas une soumission aux autorités locales, loin de là, mais se traduirait plutôt (du moins en Transylvanie) par un « *ni Budapest, ni Bucarest, laissez-nous donc en paix !* ».

On va encore me reprocher de ne porter ici que des jugements négatifs. Et pourtant, je n'ai même pas évoqué le reste (loi sur les médias ou sur la banque centrale, mise au pas de la justice, réduction des prérogatives de la Cour constitutionnelle, etc.). Reconnaissons au moins une qualité au nouveau système institué par Viktor Orbán : on ne s'ennuie pas. Il suffit par exemple, de relire le préambule (profession de foi) de la nouvelle Loi fondamentale qui vaudrait bien un prix (d'humour) à son auteur.

Plus sérieusement, maintenant : nous sommes nombreux à admirer le niveau remarquable de la culture hongroise, de son folklore, de sa musique, sa poésie, son théâtre, son cinéma, sa cuisine, ses arts plastiques (sans parler du charme de ses habitantes ou de la beauté de Budapest). Mais ici encore, pour combien de temps ? Demandez donc leur avis à Imre Kertész, György Konrád, Iván Fischer, András Sdchiff ou encore Béla Tarr, si vous les croisez.

(1) Jugé dangereux (ligne 3) par une récente expertise: wagons vieux de 35 ans, dont un s'enflamme en moyenne tous les deux mois; rails et ballast instables, cloisons fissurées par des infiltrations d'eau, etc...

(2) Pour des prix de l'alimentation à peine inférieurs à ceux de la France et avec une TVA de 27% sur le gaz et l'électricité.

(3) Projet approuvé par seulement 27% de la population, dont 49% parmi les partisans déclarés d'Orbán (sondage privé). L'action avait, certes, été votée par le Parlement, mais on sait que, fort de sa fidèle majorité des deux tiers, Orbán y fait la pluie et le beau temps (...plutôt la pluie...)

(4) Le 25 octobre 1956, des chars avaient tiré sur la foule rassemblée place Kossuth, faisant entre 80 et 200 morts. Drame aujourd'hui rappelé par deux monuments. /István Tisza: Premier ministre avant et pendant la Première guerre (grand admirateur de Bismarck). Comme son père Kálmán, il eut un bilan mitigé: ayant, certes, modernisé le royaume, mais s'étant en même temps mis à dos les minorités en leur imposant une magyarisation à outrance. Son mérite: avoir condamné l'antisémitisme et refusé l'invasion de la Serbie en 1914. Il fut assassiné en 1918.

(5) Spécialiste des boutades percutantes, Matolcsy s'était également fait remarquer en déclarant que l'on pouvait fort bien vivre avec 47 000 forints par mois (160 euros, ce que touchent les chômeurs affectés aux travaux d'utilité publique à plein temps), son collègue de l'Intérieur (Pintér) ayant ajouté pour réfuter les critiques. « Si, c'est possible, pour peu que l'on ait par exemple une chèvre ». Lui non plus ne plaisantait pas...